



Union interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.

Quinzième Sommet des présidentes de parlement

Genève (Suisse), 28 juillet 2025



Copyright © Union interparlementaire, 2026

ISBN (imprimé) 978-92-9142-966-0

ISBN (numérique) 978-92-9142-967-7

Union interparlementaire (UIP), 15^e Sommet des présidentes de parlement (UIP, 2026).

Conception et mise en page : Simplecom

Couverture : Les participants au 15^e Sommet des présidentes de parlement. © UIP/Pierre Albouy

Table des matières

Résumé analytique	3
Séance d'ouverture	5
Séance 1 – Le programme sur les femmes, la paix et la sécurité 25 ans après: les défis persistants et la voie à suivre	7
Discours liminaire de S.A.R. la Grande-Duchesse Maria Teresa de Luxembourg, Championne mondiale de la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits (message vidéo)	7
Débat	7
Séance 2 – Nouveaux défis en matière de paix inclusive et durable et voie à suivre	11
Discours liminaire de Mme Sofia Calltorp, Directrice du bureau de Genève et Cheffe de l'action humanitaire, ONU Femmes	11
Débat sur la motion 1 – Les changements climatiques ne font pas de distinction entre les sexes, ils ont les mêmes effets sur les hommes que sur les femmes	12
Débat sur la motion 2 – Il est déjà trop tard pour rendre l'IA sensible au genre et éliminer la violence à l'égard des femmes sur Internet	13
Séance de clôture	14
Déclaration finale	15
Annexe	19

Le quinzième Sommet des présidentes de parlement s'est tenu le 28 juillet 2025 à Genève (Suisse), sur le thème *Des présidentes engagées pour une paix inclusive et durable*. Au total, 30 présidentes de parlement du monde entier ont participé au Sommet, organisé par l'Union interparlementaire (UIP) en partenariat avec l'Assemblée fédérale suisse. La liste des participantes est disponible sur le [site web de l'UIP](#).

Le Comité préparatoire du quinzième Sommet des présidentes de parlement, constitué de membres de tous les groupes géopolitiques de l'UIP, a dirigé les préparatifs sur les questions de fond. Le Comité a choisi le thème et les sous-thèmes, identifié les motions et rédigé les notes d'orientation pour les réunions-débats.

Les résultats des délibérations de ce quinzième Sommet viendront alimenter les débats de la sixième Conférence mondiale des présidents de parlement de manière à hisser les questions d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes et des filles au rang de priorité dans les travaux des parlements.

Résumé analytique

Le 28 juillet 2025, les femmes parlementaires au plus haut niveau à l'échelle mondiale se sont réunies à Genève pour le quinzième Sommet des présidentes de parlement organisé par l'Union interparlementaire et le Conseil national suisse, sur le thème *Des présidentes engagées pour une paix inclusive et durable*.

Le sommet s'est tenu juste avant la sixième Conférence mondiale des présidents de parlement. Il a donné lieu à une déclaration finale qui a contribué aux travaux de la Conférence.

Au total, 26 présidentes de parlement, 4 vice-présidentes représentant leur présidente et 3 présidentes d'assemblées parlementaires y ont participé, parmi plus de 350 participants de 31 pays.

Les dirigeantes ont examiné comment les problèmes mondiaux les plus urgents, qu'il s'agisse du changement climatique, de la transformation technologique, de l'érosion de la démocratie, des droits humains et des inégalités solidement enracinées, redéfinissent les perspectives de paix. Ces problèmes ont souvent des effets disproportionnés sur les femmes. Certes, celles-ci sont parmi les premières à réagir, mais elles sont souvent les dernières à être entendues.



Les hôtes du 15^e Sommet des présidentes de parlement : à gauche, Mme T. Ackson (Présidente de l'UIP) aux côtés de Mme M. Riniker, Présidente du Conseil national suisse.
© UIP/Pierre Albouy

Amplifier la voix et le leadership des femmes n'est pas seulement une question d'équité, mais aussi d'efficacité. Les accords de paix sont plus durables lorsque les femmes y prennent part. Pour autant, en 2023, seuls 9,6 % des négociateurs de paix dans le monde étaient des femmes. Quant aux parlements nationaux, malgré les preuves de plus en plus nombreuses de la corrélation entre le leadership des femmes et les mesures audacieuses en faveur de la paix et du climat, en 2025, seuls 27,2 % des membres du parlement et 23,7 % des présidents étaient des femmes.

En 2025, année où nous célébrons les 30 ans de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, et les 25 ans du programme sur les femmes, la paix et la sécurité, le Sommet a réaffirmé les engagements existants et souligné l'importance de placer la parité des sexes dans la prise de décision au centre des efforts multilatéraux et nationaux.

Le Sommet comprenait deux séances. La première était axée sur les 25 ans du programme sur les femmes, la paix et la sécurité. Les présidentes ont convenu que la paix n'était pas seulement l'absence de guerre, mais aussi la présence de l'équité. Une paix inclusive et durable nécessite une action forte, coordonnée et sensible au genre, qui doit être menée par les hommes et les femmes sur un pied d'égalité. La violence sexuelle dans les conflits, qualifiée d'arme de guerre, vise à perturber les vies et les sociétés. C'est pourquoi il ne peut y avoir de paix inclusive sans justice pour les survivants, qui doivent être reconnus comme des chefs de file et des acteurs centraux dans la consolidation de la paix.

Les présidentes ont estimé qu'il fallait remédier à la sous-représentation des femmes dans la consolidation de la paix, adopter des lois et des budgets sensibles au genre et rompre avec les normes sociales préjudiciables dans le secteur de la sécurité. Les propositions de réponses concrètes concernaient notamment une augmentation du financement des organisations œuvrant pour la paix dirigées par des femmes et l'élaboration de plans d'action nationaux sur les femmes, la paix et la sécurité qui imposent la collecte de données ventilées par sexe et l'allocation de budgets spécifiques, fixent des objectifs et prévoient un contrôle parlementaire.

La seconde séance s'est penchée sur deux autres problèmes mondiaux urgents : les changements climatiques et l'intelligence artificielle (IA). Le débat sur les changements climatiques a souligné que leurs effets n'étaient pas neutres du point de vue du genre, mais

qu'ils aggravent les inégalités et les vulnérabilités existantes. Une charge disproportionnée pèse souvent sur les femmes en raison de leur concentration dans l'agriculture de subsistance, de leur accès limité aux ressources et de leurs responsabilités domestiques et familiales non rémunérées plus importantes. Un lien a également été établi entre les catastrophes d'origine climatique et une augmentation de la violence fondée sur le genre, les mariages forcés, le décrochage scolaire des filles et les risques pour la santé sexuelle et reproductive liés à la perturbation des services connexes et à la pénurie d'eau.

Les présidentes ont lancé un appel en faveur de la mise en place de politiques climatiques sensibles au genre, de l'égalité d'accès à la terre et à la propriété, de l'allocation de ressources spécifiques aux femmes bénéficiaires et de la pleine inclusion des femmes dans la réponse climatique et la prise de décision relative à l'environnement. Elles ont également demandé que des mesures soient prises pour protéger les défenseurs des droits humains des femmes, qui sont en première ligne dans l'action climatique et la protection de l'environnement.

Durant le débat sur l'IA, les présidentes ont affirmé à une écrasante majorité qu'il n'était pas trop tard pour en faire un outil au service de l'égalité des sexes. Elles ont souligné la nécessité d'un leadership des femmes dans le développement, la gouvernance et la réglementation des technologies émergentes pour que ces systèmes soient inclusifs, dépourvus de tout préjugé et favorables à la cohésion sociale et à l'égalité des sexes.

Les présidentes ont estimé qu'il fallait des équipes de développement de l'IA diversifiées, des cadres juridiques solides et que les entreprises technologiques devaient rendre des comptes. Elles ont demandé que des mesures soient prises pour lutter contre la violence fondée sur le genre en ligne, garantir l'impartialité des algorithmes et protéger les droits des femmes dans les espaces numériques. Cela est particulièrement important face à la violence en ligne généralisée dont les femmes en politique font l'objet. Les bonnes pratiques examinées prévoyaient notamment l'adoption de dispositions spécifiques visant à ériger en infraction pénale et à poursuivre les actes de violence politique et de violence en ligne fondée sur le genre, comme au Mexique, ainsi que de cadres juridiques permettant de régler l'IA, comme dans l'Union européenne.

Le Sommet s'est conclu par un engagement commun des présidentes en faveur de la transformation pour une paix inclusive et durable, à savoir :

- 1) **Rétablir la confiance dans la démocratie en veillant à ce que les parlements soient des institutions inclusives et sensibles au genre.** Il faut pour cela s'attaquer aux stéréotypes préjudiciables et aux normes d'un autre âge et mettre fin à toutes les formes de violence et de harcèlement à l'égard des femmes en politique. Cela signifie aussi d'ouvrir un dialogue avec les jeunes, en particulier avec les jeunes femmes, pour que la politique devienne un espace où leur leadership est le bienvenu.
- 2) **Placer l'égalité des sexes au centre même de la paix et de la sécurité.** Les femmes doivent non seulement être présentes, mais aussi être autonomisées, soutenues et dotées des ressources nécessaires pour prendre des décisions à chaque étape de la diplomatie, de la prévention des conflits, des négociations et du relèvement postconflit. Le droit international humanitaire doit être respecté et les conséquences des conflits doivent être traitées selon une approche sensible au genre.
- 3) **Composer avec le changement climatique et les progrès technologiques en prenant en compte les questions de genre.** Pour atteindre cet objectif, il convient de garantir le leadership des femmes dans les négociations sur le climat, ainsi que dans le développement et la gouvernance des nouvelles technologies, et d'élaborer des politiques sensibles au genre dans ces domaines.
- 4) **Faire de la parité entre les sexes la nouvelle norme.** La représentation des femmes dans les parlements a doublé au cours des trente dernières années, et le nombre de présidentes a considérablement augmenté, mais l'objectif reste la parité, et celui-ci est encore loin d'être atteint. La mise en œuvre de quotas par sexe reste un facteur déterminant pour progresser dans ce domaine.
- 5) **Montrer l'exemple en rejoignant la campagne de l'UIP Atteindre l'égalité des sexes, action par action.** Les présidentes et les parlementaires ont été encouragés à se joindre à la campagne et à prendre les mesures axées sur la transformation qu'elle appelle de ses vœux.

Comme en témoigne leur Déclaration finale, les présidentes sont prêtes à servir de modèles de leadership inclusif et de multilatéralisme inclusif. Elles ont également souligné que les femmes ne peuvent à elles seules s'attaquer à l'inégalité de genre et que les hommes doivent avoir un rôle à jouer.

Séance d'ouverture

La Dr Tulia Ackson, Présidente de l'UIP et Présidente de l'Assemblée nationale de République-Unie de Tanzanie, Mme Maja Riniker, Présidente du Conseil national suisse et Présidente du Sommet, et Mme Tatiana Valovaya, Directrice générale de l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG), ont prononcé des discours liminaires.¹

La Dr T. Ackson (Présidente de l'UIP et Présidente de l'Assemblée nationale de la République-Unie de Tanzanie) a ouvert la séance en rappelant l'importance historique du Sommet. Elle a indiqué que si les femmes occupaient plus de 21 % des postes de président des parlements dans le monde, la parité était loin d'être atteinte. Malgré les obstacles persistants auxquels les femmes sont confrontées – stéréotypes enracinés, inégalités, et violence – leur leadership est vital pour la démocratie et le développement. Alors qu'un mouvement bien financé cherche à remettre en cause les droits des femmes et à éradiquer les avancées obtenues, il faut faire preuve de solidarité pour défendre l'égalité, notamment en consacrant au moins 15 % du financement de la paix et de la sécurité au programme pour les femmes, la paix et la sécurité. Conformément au nouveau plan d'action de l'UIP pour la parité hommes-femmes dans les parlements et à la campagne Atteindre l'égalité des sexes, action par action, les participantes ont été invitées à transformer les engagements en changements concrets.



La Dr T. Ackson, Présidente de l'UIP et Présidente de l'Assemblée nationale de la République-Unie de Tanzanie.
© UIP/Pierre Albouy

Mme M. Riniker (Présidente du Conseil national suisse et Présidente du Sommet) a souhaité la bienvenue à Genève aux participantes et souligné l'engagement de longue date de son pays en faveur de la paix et du droit humanitaire. La paix durable demeurera hors d'atteinte si les femmes restent exclues des processus décisionnels. L'inclusion est à la fois une question d'équité et une condition préalable à la stabilité. La Suisse a fait des progrès pour renforcer la représentation des femmes au parlement, mais la parité est loin d'être atteinte, surtout parmi les jeunes leaders. La violence généralisée contre les femmes, en particulier dans les situations de conflit et en ligne, est une tendance alarmante, et il est nécessaire de s'attaquer aux normes toxiques qui empêchent les femmes de développer leur potentiel. Des perspectives de genre doivent être

¹ Le texte intégral des discours liminaires est disponible sur la [page du site web de l'UIP consacrée au Sommet](#).

intégrées dans tous les domaines de la gouvernance, de l'action climatique à la transformation numérique, et les participantes ont été invitées à transformer les préoccupations communes en engagements concrets. Le Sommet devait servir à ouvrir la voie à l'avenir.

Mme M. Riniker, Présidente
du Conseil national suisse.
© UIP/Pierre Albouy



Mme T. Valovaya (Directrice générale de l'ONUG) a replacé le Sommet dans le contexte de plusieurs anniversaires importants: les 30 ans de l'adoption de la Déclaration de Beijing, les 25 ans de l'adoption de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité de l'ONU, et les 10 ans de l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Malgré ces cadres, les progrès demeurent lents: les femmes occupent moins de 30 % des sièges parlementaires dans le monde. L'année 2024 – exceptionnellement chargée sur le plan électoral – n'a pas porté les fruits escomptés. Les quotas, les politiques de tolérance zéro contre la violence en politique et un soutien vigoureux aux candidates sont indispensables, et pas facultatifs. L'ONU avait fait des progrès vers la parité dans les postes de direction, y compris à l'ONUG. L'initiative des champions internationaux de l'égalité des genres est un effort louable qui permet de mobiliser les dirigeants afin de faire tomber les obstacles. L'égalité des sexes est indispensable à la réalisation des ODD et à la pérennisation de la paix, et les présidentes de parlement sont des modèles pour les générations futures.

Mme T. Valovaya, Directrice
générale de l'Office des
Nations Unies à Genève.
© UIP/Pierre Albouy



La séance d'ouverture a ainsi donné une impulsion décisive au Sommet, en conjuguant un appel à la vigilance contre la régression et la réaffirmation du rôle indispensable des femmes dans la construction d'une paix inclusive et durable.

Séance 1 – Le programme sur les femmes, la paix et la sécurité 25 ans après : les défis persistants et la voie à suivre

La première séance du Sommet a été consacrée à l'examen de la mise en œuvre du programme sur les femmes, la paix et la sécurité depuis l'adoption de la résolution 1325 du Conseil de sécurité il y a 25 ans, en 2000. Les participantes ont pu partager leurs expériences dans les domaines du renforcement du leadership des femmes en faveur de la paix, de la lutte contre les effets sexospécifiques des conflits sur les femmes et les filles et des initiatives visant à ouvrir la voie à une paix inclusive et durable pour l'ensemble de la société.

Discours liminaire de S.A.R. la Grande-Duchesse Maria Teresa de Luxembourg, Championne mondiale de la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits (message vidéo)

S.A.R. la Grande-Duchesse Maria Teresa de Luxembourg, championne de longue date de la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits, a évoqué l'ampleur dévastatrice de ce crime, rappelant les récentes informations faisant état de viols massifs dans des zones de conflit telles que l'Afghanistan, la République démocratique du Congo, la Somalie, le Soudan et l'Ukraine. Les violences sexuelles ne sont pas un phénomène ponctuel mais une arme de guerre délibérément employée en vue de terroriser les populations locales et de détruire des vies. Elle a invité les parlementaires à centrer les politiques sur les survivantes – pas uniquement en tant que victimes mais en tant que leaders et expertes. Il ne saurait y avoir de paix durable sans justice en faveur des survivantes et sans leur participation active à l'élaboration de solutions. L'association Stand Speak Rise Up! a été fondée il y a six ans précisément dans ce but : dénoncer le viol comme arme de guerre, empêcher son utilisation et soutenir les survivantes. Le corps des femmes ne doit jamais être utilisé comme champ de bataille².



Message vidéo de S.A.R. la Grande-Duchesse Maria Teresa de Luxembourg. © UIP/Pierre Albouy

Débat

Au cours du débat qui a suivi, **Mme K. Sudary** (Cambodge) a indiqué qu'il était urgent de défendre la Charte des Nations Unies, le droit international humanitaire et le multilatéralisme en tant que piliers de la paix. Le programme pour les femmes, la paix et la sécurité représente toujours une voie vers une paix durable. Le Cambodge a déployé près de 900 soldates du maintien de la paix depuis 2006 et s'est engagé à accroître la participation des femmes aux opérations de paix.

Mme K. Kamissoko Camara (Côte d'Ivoire) a exprimé sa profonde inquiétude face à la militarisation croissante des sociétés et à la marginalisation des femmes dans les pourparlers de paix. À la suite de l'adoption de plans d'action nationaux successifs sur les femmes, la paix et la sécurité depuis 2008, des femmes ont été intégrées dans des structures de dialogue nationales et locales en Côte d'Ivoire, jouant souvent un rôle décisif dans la diffusion des tensions et la restauration de la confiance. Le plan d'action le plus récent portait sur les menaces émergentes, telles que le terrorisme, les changements climatiques et les déplacements forcés.

Mme M.F. Lay (Timor-Leste) a souligné que les fonds accordés aux organisations de femmes œuvrant pour la paix et la sécurité demeuraient extrêmement faibles et que l'impunité des auteurs de violences sexuelles était généralisée. Les parlementaires doivent prendre des mesures décisives pour accroître la participation directe des femmes, assurer un financement adéquat des initiatives dirigées par des femmes et renforcer les mécanismes de responsabilisation.



Mme M.F. Lay, Présidente du Parlement national (Timor-Leste). © UIP/Pierre Albouy

² Le texte intégral de l'allocation de S.A.R. la Grande-Duchesse Maria Teresa de Luxembourg est disponible sur la [page du site web de l'UIP consacrée au Sommet](#).

Mme V. Murphy (Irlande) a évoqué les enseignements tirés du processus de paix dans son pays, soulignant la contribution déterminante des femmes à la réalisation et au maintien de l'accord sur l'Irlande du Nord. L'Irlande a récemment adopté son quatrième plan d'action national sur les femmes, la paix et la sécurité, qui intègre des priorités tant nationales qu'internationales, allant de la lutte contre la violence sexiste au soutien aux femmes bâtisseuses de paix à l'étranger.



Mme V. Murphy, Présidente de la Chambre des représentants d'Irlande. © UIP/Pierre Albouy

Mme S. Gafarova (Azerbaïdjan) a rappelé que son pays connaissait les déplacements et les crises humanitaires. Plus de la moitié des personnes déplacées sont des femmes et des filles, qui ont dû abandonner leur foyer et leurs moyens de subsistance et renoncer à leur sécurité. Les femmes jouent un rôle actif pour reconstruire les collectivités et restaurer les moyens de subsistance et contribuent ainsi à la fois au redressement socio-économique et au renouveau culturel. La participation des femmes est indispensable pour prévenir de nouvelles violences et jeter les bases d'un développement durable.



(De gauche à droite), M. M. Chungong (Secrétaire général de l'UIP) et Mme M. Riniker (Présidente du Conseil national suisse) accueillent Mme S. Gafarova (Présidente de l'Assemblée nationale d'Azerbaïdjan) © UIP/Pierre Albouy

Mme M. Pekarová Adamová (Tchéquie) a indiqué que le prochain plan d'action national sur les femmes, la paix et la sécurité de son pays viserait à refléter l'évolution du contexte mondial et intégrerait à ce titre de nouveaux domaines tels que la cybersécurité et les risques que posent les changements climatiques sur la sécurité dans une perspective de genre. La société civile, le parlement et la coopération régionale ont tous un rôle clé à jouer dans la mise en œuvre du programme pour les femmes, la paix et la sécurité.



Mme M. Pekarová Adamová, Présidente de la Chambre des députés (République tchèque). © UIP/Pierre Albouy

Mme M.A. Talapa (Mozambique) a évoqué les effets sexospécifiques du terrorisme et des catastrophes climatiques dans son pays. Les femmes sont souvent les premières à subir les déplacements forcés, l'insécurité alimentaire et la violence sexiste pendant les crises. Le Mozambique a intégré des perspectives de genre dans ses efforts de consolidation de la paix et reste déterminé à promouvoir le leadership des femmes dans les processus de reconstruction et de réconciliation.

Mme B. Uwineza (Rwanda) a mis en avant le rôle central des femmes dans la consolidation de la paix et la reconstruction post-conflit depuis le génocide que son pays a connu en 1994. Les femmes occupent plus de 60 % des sièges du Parlement, ce qui a permis d'intégrer une perspective de genre dans les politiques nationales. Mais les normes sociales néfastes et les stéréotypes négatifs continuent de freiner les progrès, en particulier en ce qui concerne les effets sexospécifiques des changements climatiques et la participation des jeunes femmes au processus décisionnel.



Mme N. Butete Kashumba Mutti, Présidente de l'Assemblée nationale de Zambie. © UIP/Pierre Albouy

Mme N. Mutti (Zambie) a décrit le fardeau croissant qui pèse sur les femmes dans son pays en raison des crises et de l'insécurité causées par le climat. Dans les zones rurales, les femmes paient souvent le plus lourd tribut aux déplacements et à la violence, tout en continuant de soutenir les populations locales. Les institutions chargées de la sécurité demeurent majoritairement dirigées par des hommes. Les parlementaires ont été exhortées à renforcer le rôle des femmes en tant que bâtisseuses de paix grâce à l'adoption de lois appropriées, au contrôle de l'action gouvernementale et à l'allocation de ressources budgétaires suffisantes.

Mme T. Sveinbjarnardóttir (Islande) a rappelé que si les femmes se trouvent en première ligne des crises, elles sont également les dernières à faire entendre leur voix. Les femmes doivent non seulement être représentées dans les processus de paix mais également avoir les moyens de jouer un rôle dans l'instauration de la paix. Les femmes leaders ne doivent pas se taire mais doivent s'employer à trouver de nouvelles voies d'action.

Mme V. Matvienko (Fédération de Russie) a souligné l'importance de mettre l'accent sur la coopération internationale, plutôt que sur les sanctions, comme moyen de consolider la paix. Le respect de la voie de développement de chaque État est également un moyen de parvenir à la paix. Les femmes jouent un rôle clé en la matière.



Mme V. Matvienko, Présidente du Conseil de la Fédération (Fédération de Russie). © UIP/Pierre Albouy

Mme S. Kuugongelwa-Amadhila (Namibie) a rappelé le leadership de son pays dans le cadre du programme pour les femmes, la paix et la sécurité, notamment en assurant l'adoption de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité. Le dernier plan d'action national de la Namibie sur les femmes, la paix et la sécurité met l'accent sur les cybermenaces. Le Parlement a un rôle clé à jouer pour mettre en œuvre ce programme par l'établissement de budgets sensibles au genre, le respect de son obligation de rendre des comptes et la promulgation de lois visant à protéger les femmes contre la violence sexiste, notamment dans les situations de conflit et le cyberspace.



Mme N. Kiselova, Présidente de l'Assemblée nationale (Bulgarie). © UIP/Pierre Albouy

Mme N. Kiselova (Bulgarie) a appelé à une approche intégrée de la mise en œuvre du programme pour les femmes, la paix et la sécurité, notamment en encourageant les femmes et les filles à faire carrière dans des domaines à prédominance masculine, tels que la science, la technologie, l'ingénierie, les mathématiques, l'entrepreneuriat, la sécurité et la diplomatie. En Bulgarie, les femmes occupent 50 % des postes dans la diplomatie, dont 40 % de postes de haut niveau.

Mme L. Adderley (Bahamas) a souligné la nécessité de promulguer des lois garantissant la participation des femmes à la consolidation de la paix, au maintien de la paix et à la



La Présidente du Sommet en discussion avec Mme L. Adderley, Présidente du Sénat des Bahamas © UIP/Pierre Albouy

reconstruction après les conflits. La justice est la clé de la paix, c'est pourquoi il est également nécessaire de lutter contre les inégalités de genre telles que les écarts salariaux entre les hommes et les femmes, ainsi que de renforcer la protection contre la violence sexiste.

Mme M. Mokitimi (Lesotho) a appelé à protéger les militantes des droits de l'homme et à déployer des efforts visant à cesser d'exclure systématiquement les femmes des processus décisionnels. La mise en œuvre du programme pour les femmes, la paix et la sécurité nécessite une volonté politique et des ressources en faveur des initiatives des femmes pour la paix. Les événements de l'UIP représentent des cadres indispensables permettant aux femmes parlementaires d'unir leurs efforts et d'échanger les meilleures pratiques.

Mme M.M. Chinomona (Zimbabwe) a indiqué que la mise en œuvre des plans d'action nationaux sur les femmes, la paix et la sécurité demeurerait fragmentée en raison d'un soutien insuffisant des institutions, de normes sexistes néfastes persistantes, d'une violence sexuelle et sexiste généralisée et d'un manque de financement. Les comités de contrôle pour la paix et la sécurité, les affaires féminines, et le genre et le développement, ainsi que les groupes de femmes, pourraient jouer un rôle clé pour assurer à la fois la mise en œuvre du programme pour les femmes, la paix et la sécurité et assumer la responsabilité de sa mise en œuvre.



Mme L. Dlamini, Présidente du Sénat (Eswatini) © Conseil national suisse

Mme L. Dlamini (Eswatini) a mis en avant les responsabilités incombant aux dirigeantes parlementaires de promouvoir les lois qui protègent, autonomisent et élèvent les femmes, de demander des comptes aux institutions et de placer les femmes au cœur des processus décisionnels. Il s'agit d'étoffer le vivier de femmes leaders dans les domaines de la sécurité et de la consolidation de la paix, d'investir dans la santé mentale et le relèvement économique des survivantes et d'élaborer des politiques visant à autonomiser les femmes dans toute leur diversité.

Mme T. Narbaeva (Ouzbékistan) a exposé les progrès accomplis en matière d'autonomisation des femmes dans son pays, où, au cours des huit dernières années, la proportion de femmes parlementaires est passée de 16 % à 38 %. La coopération internationale, y compris le dialogue entre les femmes leaders, est essentielle pour renforcer la mise en œuvre du programme pour les femmes, la paix et la sécurité.



À gauche, Mme T. Narbaeva, Présidente du Sénat de l'Ouzbékistan, à côté de Mme S. Gafarova, Présidente de l'Assemblée nationale de l'Azerbaïdjan. © Parlement suisse

Mme A.T. Didiza (Afrique du Sud) a insisté sur la nécessité de répondre aux préoccupations en matière de sécurité et de fournir les fonds nécessaires pour assurer une participation significative des femmes en tant que médiatrices, négociatrices et signataires d'accords de paix. La mise en œuvre des dispositions relatives à l'égalité des sexes de ces accords subit également un manque de financement. Le Plan d'action national de l'Afrique du Sud sur les femmes, la paix et la sécurité 2020-2025 a permis d'associer les femmes aux efforts de paix.

Mme C. Cerqueira (Angola) a souligné l'importance de la solidarité régionale dans l'édification de la paix. Elle a appelé à mettre l'accent sur la sécurité alimentaire et sur la lutte contre une utilisation de l'IA contraire à l'éthique. La construction d'une culture de la paix et de la réconciliation nécessite également des efforts de sensibilisation de la société civile et de collaboration avec ses membres. Les parlementaires ont un rôle clé à jouer à cet égard.

Mme C. López Castro (Présidente du Bureau des femmes parlementaires de l'UIP et membre du Sénat du Mexique) a félicité les présidentes du monde entier d'avoir accédé au pouvoir en ces temps difficiles. Les progrès en matière de participation et de leadership des femmes ont été inégaux – les femmes ne représentant que 27,2 % des parlementaires et 23 % des présidents de parlement dans le monde. Il faut continuer à se battre pour les nouvelles générations.

Mme H. Al-Sulaiti (membre du Comité exécutif de l'UIP et Vice-Présidente du Conseil de la choura du Qatar) a appelé les parlementaires à passer de la parole aux actes, notamment en adoptant des mécanismes visant à combattre la violence contre les femmes et en favorisant les partenariats au sein des parlements et entre eux, ainsi qu'avec les institutions des Nations Unies, afin de mettre en œuvre la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité.

Mme K. Barley (Parlement européen) a rappelé combien le rôle des parlementaires, en tant que représentants du peuple, était essentiel pour promouvoir, d'une part, la paix et le pluralisme, et, d'autre part, le programme pour les femmes, la paix et la sécurité dans le cadre de leurs fonctions législatives, budgétaires et de contrôle. La diplomatie parlementaire est tout aussi importante pour la consolidation de la paix et la protection de la démocratie et des droits de l'homme.

Mme M. Bin Theneya (Présidente du Forum des femmes parlementaires de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée) a souligné l'importance du Forum des femmes parlementaires pour promouvoir les droits des femmes dans la région. Les Émirats arabes unis jouent un rôle de pionnier dans la région en renforçant l'autonomisation des femmes – sur le plan tant politique que social – et en favorisant la coopération interparlementaire, notamment en renforçant la participation des femmes à la lutte contre le terrorisme.

Mme M. Ibrahima (Parlement de la CEDEAO) a appelé les femmes leaders à intégrer systématiquement les questions de genre dans les politiques relatives à la sécurité, à faciliter le rôle des femmes dans les efforts de médiation au niveau régional et à soutenir les jeunes femmes parlementaires afin qu'elles puissent perpétuer cet héritage.

Les interventions ont fait ressortir plusieurs thèmes communs : la nécessité urgente de lutter contre la violence sexuelle liée aux conflits, le rôle central des femmes dans la réconciliation et la consolidation de la paix, et l'impérieuse nécessité de transformer les engagements en actions législatives et politiques concrètes. La séance s'est conclue par un large consensus sur le fait que, si des progrès avaient été accomplis au cours des 25 dernières années, il subsistait un écart béant entre l'ambition de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité et la réalité. Les participantes ont réaffirmé leur détermination à combler cet écart grâce au leadership parlementaire, à la solidarité et à des actions concrètes visant à rendre les processus de paix et les cadres de sécurité véritablement inclusifs et durables. Il s'agirait d'adopter des plans d'action nationaux sur les femmes, la paix et la sécurité qui intègrent les menaces émergentes, de promulguer des lois sur les femmes, la paix et la sécurité, de veiller au respect de l'obligation de rendre des comptes, et d'obtenir des fonds. Les femmes doivent être considérées non seulement comme des victimes des conflits, mais également comme des agents du changement ayant le pouvoir d'élaborer des solutions.

Séance 2 – Nouveaux défis en matière de paix inclusive et durable et voie à suivre

La séance de l'après-midi a été consacrée aux nouveaux défis en matière de paix inclusive et durable, notamment les changements climatiques, l'IA et la violence en ligne contre les femmes.

Discours liminaire de Mme Sofia Calltorp, Directrice du bureau de Genève et Cheffe de l'action humanitaire, ONU Femmes

Ms. S. Calltorp (Directrice du Bureau de Genève et Cheffe de l'action humanitaire, ONU Femmes) a souligné que la promesse incarnée par la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité n'avait toujours pas été tenue : des ressources destinées à la paix et à l'égalité sont redirigées vers les dépenses militaires, et 90 % des organisations dirigées par des femmes dans des contextes de crise font état de difficultés financières, et bon nombre risquent de fermer. Les organisations de femmes n'ont pas uniquement pour vocation d'intervenir dans les situations de crise. Elles s'emploient également à consolider la paix, et leur effondrement équivaldrait à la perte d'une ligne de défense vitale contre l'instabilité. Les changements climatiques,

qui touchent davantage les femmes et les filles, aggravent les facteurs de vulnérabilité, intensifient la concurrence pour l'accès aux ressources et sont un facteur de déplacements et de violence. Des données attestent de l'augmentation des taux de féminicides pendant les vagues de chaleur et de la prise de mesures climatiques qui ne tiennent pas compte de la dimension de genre. La sous-représentation historique des femmes et les stéréotypes qui les touchent alimentent également la violence sexiste.

S'agissant des technologies numériques, Mme Calltorp a souligné que l'IA, tout en étant pleine de promesses, représente également un danger : certes, elle peut contribuer à la consolidation de la paix et à l'accès à la justice, mais elle favorise également la désinformation, les cyberattaques, la prolifération des armes autonomes et la violence sexiste. Des travaux de recherche menés par ONU Femmes ont montré que les systèmes d'IA reproduisent souvent les préjugés liés au genre et aux races, ce qui intensifie le harcèlement en ligne, les abus et la radicalisation. Les parlements ont été invités à légiférer de manière proactive, à veiller à ce que le secteur des technologies rende des comptes et à intégrer la dimension de genre dans la gouvernance de l'IA. Les femmes parlementaires doivent promouvoir des approches inclusives et sensibles au genre tant en faveur du climat que de la transformation numérique.

La séance s'est ensuite poursuivie par deux débats interactifs de type Doha.



Mme K. Kamissoko Camara, Présidente du Sénat de Côte d'Ivoire, et Mme K. Sudary, Présidente de l'Assemblée nationale du Cambodge. © UIP/Pierre Albouy

Débat sur la motion 1 – Les changements climatiques ne font pas de distinction entre les sexes, ils ont les mêmes effets sur les hommes que sur les femmes

Les intervenantes ont convenu que l'impact des changements climatiques n'était pas neutre du point de vue du genre: il amplifie les inégalités existantes, fait peser un fardeau disproportionné sur les femmes et les filles et nécessite des stratégies d'adaptation et d'atténuation sensibles au genre.

Ms. K. Sudary (Cambodge) a indiqué que les femmes faisaient face à des risques accrus en période de crise climatique et a appelé à des politiques sensibles au genre et au leadership des femmes. **Mme K. Kamissoko Camara** (Côte d'Ivoire) a mis en avant le rôle central des femmes en matière d'agriculture et de



Mme M. A. Talapa, Présidente de l'Assemblée de la République (Mozambique) © UIP/Pierre Albouy

sécurité alimentaire, en soulignant combien les sécheresses et les inondations alourdissent leur charge de travail. Il faut adapter les systèmes de chauffage et d'énergie et améliorer l'accès à la propriété des femmes en milieu rural, afin de garantir leur résilience. Les conséquences en matière de santé, telles que l'interruption des services de santé sexuelle et reproductive en raison de catastrophes climatiques, comportent aussi une dimension de genre et doivent être examinées.

Mme M.A. Talapa (Mozambique) et **Mme B. Uwineza** (Rwanda) ont décrit comment les rôles traditionnellement dévolus à chaque genre, la pauvreté et l'accès inégal aux ressources renforçaient la vulnérabilité des femmes face aux catastrophes. À cet égard, **Mme N. Mutti** (Zambie) et **Mme C. Cerqueira** (Angola) ont mis en avant les liens entre l'insécurité alimentaire, les déplacements et la marginalisation des femmes – la déscolarisation des filles et l'augmentation



Mme A. Didiza, Présidente de l'Assemblée nationale (Afrique du Sud) © UIP/Pierre Albouy

des taux de mariage précoce étant deux conséquences des catastrophes climatiques. **Mme L. Adderley** (Bahamas) et **Mme A. Didiza** (Afrique du Sud) ont rappelé que les inondations et les cyclones entraînaient une hausse de la violence sexiste.



Mme S. Kuugongelwa-Amadhila, Présidente de l'Assemblée nationale (Namibie) © UIP/Pierre Albouy

Mme S. Kuugongelwa-Amadhila (Namibie) a souligné que les politiques qui ne tiennent pas compte de la dimension de genre laisseront les femmes de côté, tandis que **Mme M. Chinomona** (Zimbabwe) a appelé à des pratiques agricoles durables et à l'autonomisation des femmes au niveau local en vue de renforcer la résilience. **Mme H. Al-Sulaiti** (membre du Comité exécutif de l'UIP et Vice-Présidente du Conseil de la choura du Qatar) a rappelé l'importance de défendre les militantes des droits de l'homme également engagées dans la protection de l'environnement.



Mme M. Chinomona, Présidente du Sénat (Zimbabwe) © UIP/Pierre Albouy

Débat sur la motion 2 – Il est déjà trop tard pour rendre l'IA sensible au genre et éliminer la violence à l'égard des femmes sur Internet

Ce débat a suscité des points de vue très divers.

Mme A. Nenaševa (Lettonie) et **Mme D. Gulmanova** (Turkménistan), se prononçant en faveur de la motion, se sont dites préoccupées par le fait que des préjugés sexistes étaient déjà profondément enracinés dans les systèmes numériques et que la violence en ligne à l'encontre des femmes avait atteint des niveaux alarmants. Faute d'intervention massive, l'IA continuera de perpétuer les inégalités.



Mme T. Sveinbjarnardóttir, Présidente de l'Althingi (Islande), prononçant son discours. © UIP/Pierre Albouy

D'autres intervenantes ont soutenu qu'une action décisive pouvait encore inverser ces tendances. Une approche qui ne tient pas compte de la dimension de genre ne ferait qu'accentuer les inégalités, mais des politiques inclusives pourraient transformer ces défis en possibilités en faveur de sociétés plus résilientes, équitables et pacifiques.

Mme T. Sveinbjarnardóttir (Islande) a rappelé que les systèmes d'IA étaient dynamiques et que tout modèle entraîné pouvait être réentraîné. Les règlements et la coopération internationale ont un rôle important à jouer pour rendre l'IA sensible au genre.

Mme R. Gagné (Canada) a pointé le manque de diversité au sein des équipes de développement de l'industrie de l'IA: seul un tiers des membres de ces équipes sont des femmes, ce



Mme R. Gagné, Présidente du Sénat canadien, sonne la cloche pour marquer l'adoption de la Déclaration du Sommet. © UIP/Pierre Albouy

qui favorise la propagation de préjugés sexistes. Il convient donc d'encourager davantage de femmes à travailler dans ce domaine et de rendre les environnements de travail dans l'industrie plus sensibles au genre.

Mme K. Kamissoko Camara (Côte d'Ivoire) a rappelé que les parlements avaient un rôle à jouer pour faire respecter l'obligation de rendre des comptes des entreprises et assurer des mécanismes d'établissement de rapports accessibles, protéger les espaces en ligne et promouvoir un accès équitable aux technologies numériques. **Mme K. Barley** (Parlement européen) a rappelé que l'Union européenne avait été le premier espace juridique à réglementer l'IA de façon globale et a demandé à ce que les entreprises soient tenues responsables de la production de contenus impartiaux. **Mme C. López Castro** (Mexique) a appelé prendre des mesures législatives spécifiques pour lutter contre la violence sexiste facilitée par la technologie, telles que la loi Olimpia, adoptée dans son pays.



Mme C. Cerqueira, Présidente de l'Assemblée nationale de l'Angola, sonne la cloche pour célébrer l'adoption de la Déclaration du Sommet. © UIP/Pierre Albouy



(de gauche à droite) Mme T. Ackson (Présidente de l'UIP et Présidente de l'Assemblée nationale de Tanzanie), Mme M. Riniker (Présidente du Sommet et Présidente du Conseil national suisse) et M. M. Chungong (Secrétaire général de l'UIP) © UIP/Pierre Albouy

Séance de clôture

Dans ses observations finales, **Mme M. Riniker** (Présidente du Conseil national suisse et Présidente du Sommet) a remercié les participantes pour leur détermination et leur franchise. Les réunions-débats ont montré à la fois la diversité des contextes et l'universalité des défis auxquels sont confrontées les femmes leaders. La pérennisation de la paix ne sera possible qu'avec la participation complète des femmes, et il est important de transformer les idées en actions parlementaires concrètes. La Suisse reste déterminée à soutenir l'égalité des sexes tant dans sa politique nationale que dans les instances multilatérales.

La Dr T. Ackson (Présidente de l'UIP et Présidente de l'Assemblée nationale de République-Unie de Tanzanie) a conclu le Sommet en rendant hommage à l'autorité morale et au leadership des présidentes de parlement présentes. Des progrès ont été réalisés ces 25 dernières années, mais le risque de régression est avéré et imminent. Les participantes ont été exhortées à : regagner leur parlement en faisant preuve d'une détermination renouvelée pour légiférer, allouer des ressources et demander des comptes au gouvernement s'agissant de la mise en œuvre du programme pour les femmes, la paix et la sécurité ; à parler d'une seule voix contre la violence et la discrimination ; et à exercer leur autorité pour s'assurer que les défis émergents, tels que les changements climatiques et le déploiement de l'IA, sont relevés au moyen d'une gouvernance inclusive qui tienne compte de l'égalité hommes-femmes.

Le Sommet s'est clôturé par un message collectif fort : les présidentes de parlement ne sont pas seulement des leaders symboliques, ce sont également des actrices du changement, particulièrement bien placées pour faire progresser l'égalité des sexes et la paix inclusive. En se mobilisant ensemble et en traduisant les engagements en actions, les intervenantes réaffirmeront leur détermination à bâtir un monde plus juste, sûr et durable.

Déclaration finale

Des présidentes engagées pour une paix inclusive et durable

Lundi 28 juillet 2025

(Déclaration finale)

Le quinzième Sommet des présidentes de parlement, organisé par l'Union interparlementaire (UIP) en étroite collaboration avec le Parlement suisse, s'est tenu à Genève (Suisse) le lundi 28 juillet 2025. Vingt-neuf présidentes de parlement et 3 présidents d'assemblées et d'organisations parlementaires y ont participé, parmi quelque 330 participants de 37 pays.

À l'issue de leurs débats, les présidentes de parlement ont adopté la déclaration finale suivante :

- 1) Nous, *présidentes de parlement*, nous sommes rassemblées à l'occasion du quinzième Sommet des présidentes de parlement à un tournant décisif et au cours d'une année jalonnée d'événements pour les femmes et les filles à travers le monde, marquant le trentième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, le dixième anniversaire de la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) et les 25 ans d'existence du programme sur les femmes, la paix et la sécurité, visant à inspirer le chapitre suivant pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation et au leadership des femmes,
- 2) vivement préoccupées par le sentiment croissant de désespoir et de désillusion face à l'état du monde, et par le mépris alarmant des valeurs et principes démocratiques, des droits de l'homme universels et du droit international humanitaire, l'érosion de la confiance dans les institutions et la propagation de la polarisation, des conflits et de l'hostilité qui sapent la cohésion civique et la gouvernance pacifique inclusive,
- 3) préoccupées par le fait que des normes négatives persistantes et les stéréotypes en matière de masculinité et de féminité, et les rôles des hommes et des femmes, continuent de façonner la conduite des politiques et des relations internationales, renforçant souvent l'exclusion et les approches conflictuelles qui compromettent une paix inclusive et durable,
- 4) extrêmement préoccupées par l'impact des conflits armés sur les populations civiles, et soulignant que les conflits armés touchent de manière disproportionnée les femmes et les filles ; que la violence fondée sur le sexe, y compris son utilisation comme arme de guerre, constitue l'une des menaces les plus graves pour la sécurité, qui creusent les inégalités existantes et entravent les progrès vers la justice et la paix durable,
- 5) exprimant notre solidarité avec toutes les femmes et les filles dans les zones de conflits et de guerres,
- 6) reconnaissant l'importance du respect du pluralisme civilisationnel et religieux dans l'élaboration des modèles d'autonomisation et de leadership des femmes, y compris les modèles fondés sur des références religieuses et des traditions nationales,
- 7) convaincues que la voix et le leadership des femmes font partie intégrante de l'accélération des progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable, mais qu'elles continuent d'être exclues des rôles décisionnels dans les processus essentiels pour atténuer les risques, répondre aux crises et renforcer la résilience,
- 8) affirmant que l'égalité des sexes³, l'inclusion et le leadership des femmes sont essentiels pour une paix et une sécurité durables, tel que reconnu dans le programme sur les femmes, la paix et la sécurité, et qu'il est clairement établi que des processus inclusifs, multidimensionnels, multilatéraux et participatifs, dirigés par des femmes et respectant le droit international, contribuent à la prévention et à la résolution des conflits, ainsi qu'au relèvement post-conflit, et aboutissent à des accords de paix plus durables et plus efficaces,
- 9) préoccupées par le fait que la sous-représentation des femmes dans la médiation et la négociation de la paix demeure un obstacle important à l'instauration d'une paix durable et d'une gouvernance inclusive,

³ Dans le *Plan d'action de l'UIP pour des parlements sensibles au genre*, adopté à l'unanimité par la 127^e Assemblée de l'UIP (Québec, octobre 2012), l'UIP définit l'égalité des sexes comme suit : « L'égalité des sexes signifie que les femmes et les hommes jouissent d'une égalité de droits, de responsabilité et de chances pleine et entière. »

- 10) vivement préoccupées par la sous-représentation significative des femmes dans les rôles diplomatiques, comme le souligne la résolution 76/269 de l'Assemblée générale des Nations Unies, réaffirmant l'importance cruciale de promouvoir le leadership des femmes dans les affaires étrangères, les institutions multilatérales et la diplomatie, afin de renforcer la gouvernance mondiale inclusive, et reconnaissant l'importance de la Journée internationale des femmes dans la diplomatie afin de promouvoir la pleine et égale représentation des femmes à tous les niveaux de la diplomatie,
- 11) soulignant que la science et la diplomatie sont liées lorsqu'il s'agit de relever les défis transfrontières, et que le rôle des femmes diplomates et scientifiques est essentiel et doit être soutenu pour façonner les solutions tant scientifiques que politiques,
- 12) certaines que les défis mondiaux actuels les plus urgents, notamment les changements climatiques, l'évolution technologique, l'érosion des droits de l'homme et les profondes inégalités hommes-femmes, redéfinissent les perspectives de paix et requièrent des actions et un leadership sensible au genre forts et concertés, dans le cadre d'un partenariat entre les hommes et les femmes,
- 13) inquiètes que les femmes soient toujours sous-représentées dans les processus décisionnels relatifs au climat, et reconnaissant que les changements climatiques accentuent la précarité et favorisent l'instabilité, en particulier dans des environnements fragiles, ce qui a des répercussions sur les femmes et les filles,
- 14) reconnaissant que les nouvelles technologies transforment les sociétés et la gouvernance, engendrant à la fois des opportunités et des risques importants, et préoccupées par l'absence de dialogue politique inclusif intégrant la dimension de genre sur la gouvernance de l'intelligence artificielle,
- 15) soulignant qu'il est impératif que les femmes jouent un rôle de premier plan dans le développement, la gouvernance et la réglementation des nouvelles technologies pour s'assurer que ces systèmes sont inclusifs, exempts de préjugés et propices à la cohésion sociale et à l'égalité des sexes,
- 16) saluant les progrès accomplis en matière de représentation des femmes dans les parlements nationaux, qui a plus que doublé au cours des 30 dernières années, passant de 11,3 % en 1995 à 27,2 % en 2025, notant que l'application de quotas de genre, ou d'autres initiatives et soutiens visant à accroître la participation des femmes à la vie politique, reste un moteur essentiel de ces progrès, nous félicitant des progrès accomplis en matière de leadership des femmes dans les parlements, qui est passé de 10,5 % il y a 30 ans à 23,7 % aujourd'hui, et appelant à un engagement sans faille et des mesures accélérées dans la coopération entre hommes et femmes en vue d'atteindre la parité en matière de participation et de leadership,
- 17) affirmant que la parité hommes-femmes est fondamentale pour la légitimité, la résilience et l'efficacité des institutions démocratiques dans tous les domaines de la vie, et convaincues qu'il est plus urgent que jamais de parvenir à la parité hommes-femmes dans les parlements et les sphères de décision afin de relever efficacement les défis mondiaux et de construire une paix inclusive et durable,
- 18) réaffirmant notre engagement sans équivoque pour atteindre la parité hommes-femmes, tel qu'il est inscrit dans le plan d'action pour la parité hommes-femmes dans les parlements adopté lors de la Conférence mondiale des femmes parlementaires de l'UIP en mars 2025 au Mexique, qui a constitué un appel décisif à faire de la parité une norme politique universelle, conformément à la Recommandation générale n°40 du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes sur la représentation égale et inclusive des femmes dans les processus décisionnels,

Nous engageons à :

- Sensibiliser, au sein même et au-delà de nos parlements, à l'importance du multilatéralisme et du dialogue interparlementaire inclusif en tant que mécanisme fondamental de renforcement de la confiance pour une coopération internationale efficace et une paix durable.

- Appeler au plein respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme, en œuvrant par l'intermédiaire de nos parlements pour promouvoir des règlements pacifiques et négociés au lieu d'un recours croissant à la violence et à la guerre, et faire face aux conséquences que cela suppose pour les femmes, et réaffirmer l'urgence d'une diplomatie sensible au genre et de processus de paix inclusifs en tant que seule voie viable vers une paix durable.
- Soutenir le leadership des femmes dans la diplomatie et les affaires étrangères en renforçant la représentation paritaire à tous les niveaux du service diplomatique et en soutenant des institutions de politique étrangère inclusives qui reflètent et conduisent un changement systémique dans la gouvernance mondiale.
- Encourager toutes les institutions, tous les gouvernements et toutes les organisations participant aux efforts de médiation et de négociation à adopter des politiques sensibles au genre et à garantir une participation effective des femmes à tous les stades de ces processus ; et demander instamment l'octroi de ressources, d'une formation et d'un soutien adéquats afin d'autonomiser les médiatrices et négociatrices, notamment aux niveaux local et de la collectivité.
- Promouvoir dans nos parlements une plus grande sensibilisation à la paix durable et inclusive en tant que processus multidimensionnel, en plaçant l'égalité des sexes au cœur de ce processus.
- Opérer un changement de paradigme politique en transformant nos parlements en institutions sensibles au genre tout en s'attaquant aux normes sexistes préjudiciables à travers des procédures inclusives, un renforcement durable des capacités et des réformes structurelles.
- Redoubler d'efforts pour rétablir la confiance dans les institutions démocratiques en favorisant un leadership inclusif et en s'attaquant aux causes profondes du désengagement, en particulier parmi les jeunes générations, afin de combler le fossé générationnel qui ne cesse de s'élargir.
- Réitérer notre engagement à faire de la parité la norme au sein et au-delà de nos parlements, tout en soutenant activement les actions de plaidoyer au niveau mondial pour encourager et permettre à tous les parlements d'adopter des pratiques et des structures sensibles au genre.
- Renforcer la réponse de nos parlements à toutes les formes de violence à l'égard des femmes et la violence fondée sur le genre, au sein même et en dehors des parlements, en adoptant et en faisant respecter des lois et des politiques de tolérance zéro, en renforçant la redevabilité et en abordant cette question comme un défi fondamental pour la démocratie.
- Agir d'urgence pour garantir la pleine participation des femmes à la lutte contre les changements climatiques et reconnaître que les stratégies sensibles au genre sont essentielles pour renforcer la résilience, faciliter l'adaptation et assurer une transition juste et équitable.
- Renforcer les connaissances institutionnelles et les capacités parlementaires pour contrôler les technologies émergentes, en veillant à ce que leur gouvernance soit inclusive, sensible au genre et exempte de préjugés, avec une représentation équitable des femmes et des hommes dans la conception, le développement et la supervision de ces systèmes.
- Promouvoir la diplomatie scientifique en prônant une représentation équilibrée des hommes et des femmes diplomates et scientifiques dans les forums scientifiques multilatéraux, et déterminer un parcours clair permettant aux filles et aux jeunes femmes de se lancer et de s'épanouir dans le domaine des sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STIM) – en s'inspirant de modèles ayant fait leurs preuves tels que le programme Femmes en sciences (WINS) et en encourageant leur déploiement dans le monde entier.
- Tirer parti des anniversaires marquants, en 2025, de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, du programme sur les femmes, la paix et la sécurité, des objectifs de développement durable et du quarantième anniversaire du Forum des femmes parlementaires de l'UIP pour accélérer la mise en œuvre et renouveler les engagements en faveur de l'égalité des sexes et d'une consolidation de la paix inclusive.
- Rejoindre la campagne de l'UIP *Atteindre l'égalité des sexes, action par action*, promouvoir la campagne dans nos parlements et mettre en œuvre les 10 mesures les plus transformatrices et les plus urgentes qu'elle nous invite à prendre.

Nous veillerons à ce que le présent document final éclaire les débats de la sixième Conférence mondiale des présidents de parlement, afin que l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles figurent en bonne place dans le programme de tous les parlements.

N.B. Nous reconnaissons qu'en raison de leur position constitutionnelle ou d'autres facteurs, certains présidents de parlement ne peuvent pas s'associer directement à des déclarations politiques de fond et ne doivent donc pas être considérés comme apportant un soutien spécifique à toutes les sections. Néanmoins, au nom de leurs chambres, ils reconnaissent l'importance des questions soulevées et les intentions de leurs collègues de proposer des solutions spécifiques.

Annexe

Les documents suivants sont disponibles sur la [page web de l'événement](#):

Allocutions d'ouverture et discours liminaire

Dr Tulia Ackson, Présidente de l'UIP

Mme Maja Riniker, Présidente du Conseil national suisse et Présidente du Sommet

Mme Tatiana Valovaya, Directrice générale de l'Office des Nations Unies à Genève

SAR la Grande-Duchesse Maria Teresa de Luxembourg, Championne mondiale de la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits

Programme final

Liste des participants

L'enregistrement en direct du Sommet est également disponible sur [cette page](#) (en anglais).



28 juillet 2025 **Genève (Suisse)**

Sommet des présidentes de parlement



Union interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.

Bundesversammlung
Assemblée fédérale
Assemblea federale
Federal Assembly

#15SWSP



Union interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.

+41 22 919 41 50
+41 22 919 41 60
postbox@ipu.org

Chemin du Pommier 5
CH - 1218 Le Grand-Saconnex
Genève
www.ipu.org